

Edito du Président : France - Maroc : l'exemple à suivre



SOMMAIRE

- **Trois Ambassadeurs à la CCFA pour un petit-déjeuner.** p 2-7
- **Election de M. Samir Majoul à la présidence de l'Union des Chambres Arabes.** p 8
- **L'industrie du tourisme dans le Golfe. Expansion et opportunités pour la France.** p 8-9
- **Le tourisme en Jordanie.** p 10
- **Chine - ANMO.** p 11-12
- **Brèves économiques.** p 13
- **Publicité : Veolia.** p 14

France - Maroc : l'exemple à suivre

Au moment où j'écris ces lignes, la visite d'État au Maroc qu'effectue le Président de la République, Monsieur Emmanuel Macron, bat son plein.

Débutée le 28 octobre après-midi pour trois jours, cette visite est unanimement vue comme celle de la réconciliation entre deux nations fondamentalement attachées l'une à l'autre. Mais au-delà de cet attachement, de l'importance des Marocains résidant en France, comme des Français résidant au Maroc, ou encore du nombre d'étudiants marocains inscrits dans les établissements d'enseignement supérieur français, ou encore du nombre d'entreprises françaises opérant au Maroc. La France et le Maroc, attachés l'un et l'autre à une forme spécifique de souveraineté, prennent enfin conscience, je l'espère, de leur interdépendance.

C'est autour de cette interdépendance et de leurs perspectives d'avenir que le Président français et le Souverain du Royaume du Maroc, Sa Majesté le Roi Mohammed VI, ont souhaité construire un « Partenariat d'exception renforcé » en vue de permettre aux deux pays de mieux répondre à l'ensemble des défis auxquels tous deux sont confrontés, en mobilisant tous les secteurs pertinents de la coopération bilatérale, régionale et internationale, et selon les mots du Président Macron : « écrire un nouveau livre ».

C'est ainsi que la déclaration relative à ce Partenariat signé dès le 28 octobre après-midi, inscrit trois objectifs dans ses principes : « la consolidation de la convergence, politique et stratégique, afin de faire mieux face ensemble aux grands défis de notre temps, l'approfondissement et la modernisation de leur partenariat au bénéfice du développement économique, de la cohésion sociale et de leur

autonomie stratégique, la poursuite du renforcement de leur coopération privilégiée en matière de lien humain, de capital humain et de culture, ancrée dans une francophonie de valeur et d'ouverture ».

Première illustration de cette coopération renforcée dans la préparation et l'inscription dans l'avenir, la signature de 22 protocoles d'accord liant aussi bien des acteurs publics que des acteurs privés, dans les domaines des infrastructures, du développement industriel, de l'investissement, de la protection, de l'environnement, de l'agriculture et des forêts, de la formation de la culture.

Que cette approche de co-investissement, de relation d'égal à égal, de co-localisation ou de co-compétition, comme on voudra l'appeler, ait enfin été prise en compte par les uns et par les autres, quel bonheur !

La visite retour que Sa Majesté a accepté de faire en France, en 2025, à l'invitation du Président de la République, devra permettre de projeter cette relation bilatérale renouvelée, plus encore vers l'avenir et porter ambition et projets avec la signature d'un nouveau cadre stratégique qui pourrait être signé 70 ans après l'accord de la Celle-Saint-Cloud.

On ne peut que se réjouir de ces résultats, et que souhaiter que l'exemplarité de cette visite puisse à son tour irriguer, nourrir l'ensemble des relations entre la France et le monde arabe !

Voilà bien du grain à moudre dans la perspective de la tenue de notre Cinquième Sommet économique France-Pays arabes, placé sous le haut patronage du Président de la République, le 12 décembre prochain. Nous avons déjà une amorce de réponse !

Vincent Reina

**Nos
partenaires
2024**

Stratégiques

VEOLIA

transdev
the mobility company

Platinum

NGE

MEANINGS
CAPITAL PARTNERS

Gold

anteagroup

Silver

Cabinet MERLIN
Groupe MERLIN

Trois Ambassadeurs à la CCFA pour un petit-déjeuner Jordanie, Oman, Bahreïn

Le mercredi 16 octobre 2024, à l'invitation de son Président, Monsieur Vincent Reina, la Chambre de Commerce Franco Arabe a organisé un petit-déjeuner débat autour de trois Ambassadeurs, SE Mme Leena Al-Hadid, SE M. Ahmed Mohammed Nasser Al Araimi et SE M. Essam Abdulaziz Al Jassim, respectivement Ambassadeur en France de la Jordanie, du Sultanat d'Oman et du Royaume de Bahreïn, venus présenter les dynamiques économiques de leurs pays. Trois pays qui se distinguent par l'excellence de leurs relations avec la France, par le fulgurant développement réalisé au cours des dernières décennies, et par une grande stabilité politique permettant de les placer sur le chemin du progrès et de la prospérité.

La Jordanie : flexibilité face aux changements

Ouvrant cette matinée de travail, le Président de la CCFA a rapidement présenté Mme Leena Al-Hadid, Ambassadrice de la Jordanie en France et première intervenante, à travers son parcours dans la diplomatie depuis 1995, rappelant ses différents postes occupés notamment comme Ambassadrice en Autriche, en Tchécoslovaquie et en Slovaquie et représentante de la Jordanie auprès des Nations Unies.

Évoquant la situation économique en Jordanie, M. Reina a rappelé les prévisions de la Banque mondiale qui tablent sur une croissance du PIB jordanien de 2,4 % en 2024 et souligné que cette croissance doit être matière à réflexion pour certains pays qui peinent à réaliser une pareille performance. Par ailleurs, il a rappelé la présence française en Jordanie indiquant que la France est le premier investisseur européen dans ce pays avec 6,2 % du stock d'IDE soit 1,7 milliard de dollars. Il a souligné le dynamisme des entreprises françaises dans le royaume indiquant que 40 % d'entre elles possèdent des sites de production sur place, qu'elles contribuent à la création de 16.000 emplois directs ou indirects dont 94 % sont des ressortissants locaux, que 50 % de ces entreprises sont impliquées dans des projets en partenariat public-privé. Enfin, il a souligné la concurrence vive sur le marché jordanien de pays tels que les Emirats Arabes Unis et a appelé à mettre plus de moyens pour y développer la présence française et y dynamiser les échanges.

Rappelant la situation géographique de la Jordanie, située au cœur du Moyen-Orient, terre des Nabatéens connus pour leur art dans la construction des lieux mythiques tels que la



cité de Pétra, et carrefour des civilisations à travers les siècles, notamment des Romains, des Byzantins et des Ottomans, SE Mme Leena Al-Hadid a rapidement brossé un panorama historique de la Jordanie depuis son indépendance en 1946, présentant ainsi son caractère de stabilité sous la monarchie des Hachémites et le chemin de la modernité sur lequel le pays s'est engagé, œuvrant en même temps à la promotion de la paix et la stabilité dans la région, « La Jordanie a connu une évolution économique remarquable malgré tous les bouleversements dans la région » a-t-elle dit, évoquant la résilience de la Jordanie et son cheminement vers une croissance durable, grâce à des réformes stratégiques, des investissements audacieux et des partenariats régionaux solides. « Nous sommes devenus un acteur clé dans des secteurs tels que les technologies de l'information, les énergies renouvelables et le tourisme, malgré toutes les guerres qui se déroulent à nos frontières ». Et d'ajouter que la Jordanie se positionne comme un pôle

d'innovation où les nouvelles idées sont encouragées et que la stratégie de diversification de l'économie a réussi grâce aux réformes et aux nouvelles infrastructures, permettant de créer un climat favorable aux investisseurs. « Dans le cadre de cette stratégie, nous avons privatisé plusieurs industries majeures, notamment dans les secteurs des télécoms et du transport maritime, ce qui a augmenté l'attractivité du pays pour les investisseurs étrangers », a-t-elle dit.

Des atouts économiques solides

Présentant l'épine dorsale de l'économie jordanienne, elle a commencé par le secteur des services, un secteur qui contribue à 60 % du PIB. Le tourisme en est un pilier majeur. Il attire des millions de personnes chaque année pour visiter des sites mythiques tels que Pétra ou la mer Morte. Il participe à hauteur de 14,6 % dans la formation du PIB et crée des milliers d'emplois.

Autre secteur non moins important, celui des TIC qui contribue à hauteur de 25 % au PIB. Vient ensuite le solide secteur de l'industrie pharmaceutique qui dessert non seulement la région, mais aussi beaucoup de pays dans le monde. Des entreprises telles que Hikma Pharmaceuticals sont des acteurs clés, aux côtés d'une industrie chimique et d'engrais qui exporte des phosphates et des potasses dans le monde entier. Par ailleurs, l'industrie chirurgicale y connaît aussi une croissance fulgurante de 19 % avec un total de 817 millions de dollars, « ce qui est un chiffre assez important pour un petit pays comme la Jordanie », a-t-elle souligné.

Autre pilier de l'économie jordanienne, l'agriculture. Malgré le climat aride, la Jordanie a innové en matière d'agriculture économe en eau, comme les dattes, et collabore avec la France pour améliorer ses méthodes de culture.

L'ouverture de la Jordanie au monde, et les différents accords qu'elle a signés, notamment avec les États-Unis, l'Union européenne et le CCG, lui ouvrent des marchés importants à l'exportation, et lui permettent d'établir des échanges dynamiques. Par ailleurs la zone économique spéciale d'El Aqaba, porte d'entrée maritime de la Jordanie, augmente l'attractivité du pays. Cette zone économique offre différents avantages aux investisseurs, notamment une exonération des droits de douane, 0 % de taxe sur les marchandises en transit et des réductions sur les frais du Canal de Suez.

Abordant les défis auxquels la Jordanie est confrontée, l'Ambassadrice a notamment cité sa dépendance énergetique



que puisque le pays importe 93 % de ses besoins principalement en pétrole et gaz naturel. Le chômage, et tout particulièrement le chômage des jeunes, représente un autre enjeu, comme la gestion et l'accueil des flux de réfugiés.

Un partenariat multidimensionnel

Abordant le chapitre des relations de son pays avec la France, l'Ambassadrice a souligné la très forte présence de la France dans son pays. « Nous sommes très proches sur de nombreuses questions. Nous collaborons étroitement sur la paix et la sécurité régionale », a-t-elle dit, comme

également en matière de cyber sécurité.

Détaillant le contenu de cette relation, elle a indiqué qu'en matière d'éducation, de nombreux programmes d'échange et de bourses ont été renforcés. Sur le plan archéologique, de nombreux acteurs français travaillent aussi en Jordanie afin de contribuer à la préservation de son exceptionnel patrimoine.

Abordant le chapitre économique de cette relation, elle a indiqué « que la France s'est imposée comme un partenaire économique important en étant un investisseur non-arabe de premier plan en Jordanie, avec plus de 30 entreprises créant près de 7.000 emplois ». Par ailleurs, elle a indiqué que les deux pays ont établi un cadre de coopération économique solide pour améliorer et favoriser les relations bilatérales. Cette coopération a permis la signature de 5 MoU entre 2023-2026.

Soulignant l'aide des entreprises françaises dans le développement du pays, elle a notamment cité les groupes Suez et Veolia et leur expertise dans le domaine de la conservation de l'eau et de l'assainissement, et TotalEnergies dans le secteur des énergies renouvelables. Elle a indiqué que son pays souhaite que d'autres groupes français viennent participer au développement de la Jordanie en y investissant notamment dans des secteurs tels que les infrastructures, la santé et les produits pharmaceutique, le tourisme, l'éducation et la formation. « Nous avons une école française. J'espère que nous pourrions entamer des négociations avec ceux intéressés par la création d'une université française dans notre pays » a-t-elle dit. Ajoutant : « l'expertise française est la bienvenue, surtout lorsqu'elle contribue à un transfert du savoir et de la technologie ».

La Jordanie a toujours prouvé sa flexibilité face à ces changements. Nous sommes et resterons une source d'inspiration pour le développement et la stabilité dans la région » a-t-elle conclu.

Sultanat d'Oman : entre modernité et traditions

Invitant Son Excellence l'Ambassadeur d'Oman à prendre la parole, le Président de la Chambre a tenu à rappeler, avant de lui céder la parole, le long parcours de M. Ahmed Mohammed Nasser Al-Araimi au ministère des Affaires étrangères de son pays, de Washington à Tokyo, à Bruxelles auprès du secrétariat général du CCG, sans oublier le pilotage des négociations des accords de libres échanges avec le CCG à la direction de la coopération économique et technique du ministère.

Abordant la situation économique du Sultanat, appelé « la Suisse de l'Orient ou la perle d'Arabie », le Président Reina a indiqué qu'Oman, troisième plus grand pays arabe, occupe une position géostratégique clé, lui conférant le rôle d'un trait d'union entre la Chine, l'Inde et l'Afrique, en plus du partage du contrôle du détroit d'Ormuz par lequel transite une grande partie du pétrole mondial. Il a souligné les relations pérennes entre la France et le Sultanat basées sur le dialogue et le respect des intérêts mutuels à travers notamment la commission mixte franco-omanaise à dimension économique et culturelle. Toutefois, le Président de la CCFA a rappelé le faible niveau des échanges entre les deux pays et appelé au renforcement de la présence française au Sultanat.

« Oman vision 2040 »

Son Excellence M. Ahmed Mohammed Nasser Al-Araimi a d'emblée présenté le plan de son intervention, agencée autour de deux axes : la feuille de route « Oman Vision 2040 » pour le développement du pays, et les relations entre la France et le Sultanat. Toutefois avant d'aborder ces deux points, il a lui aussi rappelé la position géostratégique d'Oman sur la côte sud-est de la péninsule arabique, bordé par la mer d'Arabie, le golfe d'Oman et les Émirats arabes unis, Oman étant de plus connu pour la diversité de sa nature, entre montagnes, déserts et son étendue littorale riche en biodiversité », a-t-il indiqué.

Abordant le premier élément de son intervention, l'Ambassadeur a rappelé que, traditionnellement, l'économie omanaise repose sur la rente pétrolière. Pour sortir de cette dépendance vis-à-vis des hydrocarbures, les autorités ont développé une stratégie pour diversifier l'économie à travers la feuille de route « Oman Vision 2040 ». Cette stratégie repose pour l'essentiel sur le développement des secteurs de l'industrie manufacturière, de la logistique, du tourisme et des énergies alternatives notamment l'énergie solaire, l'énergie éolienne et l'hydrogène vert, secteur qui intéresse tout particulièrement les grands groupes français très impliqués dans le développement de ces nouvelles sources d'énergies.



Abordant la feuille de route « Oman Vision 2040 », qui vise à mettre le pays sur la voie d'un développement durable à l'horizon 2040, il a indiqué que cette stratégie avait pour objectifs de diversifier l'économie pour la rendre moins dépendante du pétrole, de renforcer le capital humain, d'améliorer les infrastructures et de promouvoir la bonne gouvernance, le but final étant la création d'une économie prospère, l'amélioration de la qualité de vie des citoyens, la préservation du patrimoine culturel d'Oman et la sauvegarde de son environnement.

Dans cette stratégie, le développement humain et la promotion de certains secteurs économiques comme la pêche ou le tourisme, et la création d'un climat de développement durable pour préserver les richesses naturelles du pays, sont des axes majeurs. Le développement humain repose pour l'essentiel sur l'éducation, la formation et l'acquisition des compétences nécessaires à une économie moderne. Et le développement des infrastructures repose sur un plan ambitieux pour doter le pays en infrastructures nécessaires pour consolider sa position en tant que centre logistique de premier plan et comme porte d'entrée vers les marchés les plus grands et les plus riches du monde, à travers notamment les infrastructures portuaires et aéroportuaires. Par ailleurs, il a indiqué que son pays travaille également avec ses partenaires locaux sur un projet de liaisons par voie ferrée entre les différents pays de la région et qu'un projet de métro était aussi en cours.

Investir dans les énergies renouvelables

Autre pilier de la feuille de route « Oman Vision 2040 », la transformation numérique, considérée comme un élément essentiel pour une économie moderne et diversifiée

et pour améliorer la qualité de vie globale de la population. Et les initiatives dans ce domaine sont nombreuses, notamment la disponibilité des services gouvernementaux en ligne, le développement des villes intelligentes, et le soutien aux entreprises technologiques, en encourageant l'innovation dans des secteurs tels que la FinTech, le commerce électronique et le marketing numérique.

Pour contribuer à la diminution de son empreinte carbone, Oman mise, dans sa feuille de route, sur le développement des énergies renouvelables. Le pays a pour objectif de produire un million de tonnes d'hydrogène vert par an d'ici 2030, 3,75 millions de tonnes d'ici 2040 et 8,5 millions de tonnes d'ici 2050. Ce chiffre serait supérieur à la demande totale d'hydrogène en Europe aujourd'hui. L'objectif en hydrogène à 2040 représenterait 80 % des exportations actuelles de GNL d'Oman en terme d'équivalent énergétique, tandis que la réalisation de l'objectif à 2050, les doublerait presque. Par ailleurs Oman compte trois projets solaires IPP à grande échelle et le parc éolien de Harweel, premier parc éolien du CCG, est actuellement en exploitation et contribue aux objectifs « Net Zero » et à l'ambition de produire 30 % de l'électricité d'Oman à partir d'énergies renouvelables d'ici 2030.

Abordant les échanges commerciaux entre la France et le Sultanat, l'Ambassadeur a indiqué qu'ils sont relativement importants. Les importations ont constamment dépassé les exportations entraînant un déficit commercial persistant du Sultanat par rapport à la France. En 2022, les importations ont atteint 53,7 millions OMR contre 58,4 millions OMR une année plutôt, soit une baisse de 8 %. Au cours des 10 premiers mois de 2023, les importations étaient évaluées à 50,2 millions OMR, quant aux exportations elles sont passées de 4,01 millions OMR en 2021 à 30,7 OMR en 2022, soit un bond de 664 %, réduisant ainsi le déficit commercial.

Quant aux secteurs qui ouvrent des opportunités de coopération entre le Sultanat et la France, Son Excellence l'Ambassadeur a notamment cité le tourisme, la santé et l'énergie entre autres. Il a indiqué que dans le tourisme il existe des opportunités de collaboration pour améliorer les stratégies marketing, améliorer les infrastructures et promouvoir les projets d'écotourisme. Dans le secteur de la santé et des produits médicaux, avec le plan « Innovation



Santé 2030 », Oman peut tirer parti de l'expertise française pour développer son propre secteur pharmaceutique. Cette collaboration pourrait inclure la création de centres de recherches et l'installation d'unités de fabrication. Enfin dans le secteur de l'énergie, il a indiqué qu'en raison du conflit entre la Russie et l'Ukraine, la France a augmenté sa demande de pétrole et de gaz naturel liquéfié (GNL) en provenance d'Oman, offrant au pays l'opportunité d'accroître ses exportations vers la France. Et tous ces secteurs ouvrent d'importantes opportunités de collaboration entre Oman et la France, bénéfiques aux deux pays.



Oman : excédent budgétaire au premier semestre 2024

Le Sultanat d'Oman a enregistré un excédent budgétaire de 1 milliard de dollars au premier semestre 2024 selon le ministère des Finances, contre un excédent de 1,7 milliard sur la même période en 2023, soit une baisse de -40,4 % sur un an. La baisse de l'excédent en glissement annuel s'explique en partie par la baisse des revenus (-2 %) notamment gaziers (-15 %). Les autorités ont profité de cet excédent budgétaire au premier semestre 2024 pour réduire le niveau de la dette publique à 37,4 milliards de dollars contre 39,8 milliards fin 2023, via notamment le remboursement anticipé de crédits bancaires.

Bahreïn : premier dans l'indice de développement humain dans la région

Invitant Son Excellence l'Ambassadeur du Royaume de Bahreïn M. Essam Abdulaziz Al Jassim, dernier intervenant à cette rencontre, à prendre la parole, le président de la CCFA a retracé son brillant parcours depuis les années 1990, soulignant les postes importants auxquels il a accédé, notamment comme Chef du protocole à la Cour de son Altesse Royale le prince héritier et Premier ministre du Royaume ou celui de vice-président du comité d'organisation du Grand prix de Formule 1.

Évoquant la présence des entreprises françaises à Bahreïn, le Président Reina a souligné le grand rôle des groupes français dans le développement des priorités stratégiques du pays.

A cet égard il a cité, entre autres, l'extension de l'aéroport de Bahreïn, la production d'énergie et d'eau douce, la fourniture d'équipement industriels au géant de l'aluminium Alba et le renouvellement de la flotte de Gulf Air. Il a rappelé que près de 200 entreprises françaises sont présentes à Bahreïn opérant dans divers secteurs comme la banque, l'industrie, l'IT ou la sécurité. Enfin, il a indiqué que Bahreïn est un ambassadeur du luxe français dans la région et une plateforme de réexpédition des produits et marques françaises.

Prenant la parole, l'Ambassadeur a rapidement indiqué que le Royaume de Bahreïn concentre des potentiels importants d'investissements notamment à travers son plan de développement organisé dans sa stratégie « Vision 2030 » avec pour objectif la diversification de son économie afin de la rendre plus compétitive. Il a indiqué que le Royaume de Bahreïn était le premier pays de la région pour l'indice de développement humain. « Cette place reflète notre volonté de maintenir et d'achever nos objectifs de développement durable à travers les initiatives du gouvernement et son Agence « Tamkin » pour soutenir le secteur privé ».

Il a indiqué que la position géographique de Bahreïn, au cœur de la région, lui confère un rôle important de porte d'entrée sur ce marché de plus de 2 milles milliards de dollars en offrant un climat des affaires favorable, aidé par une expertise et des compétences locales qualifiées, des coûts d'exploitation compétitifs, et la possibilité de détenir la totalité du capital de son entreprise dans la plupart des secteurs. Enfin il a rappelé que son pays est plus qu'une destination pour les affaires, appelant aussi à le



visiter pour découvrir les opportunités uniques qu'il peut offrir.

Avant de céder la parole au Directeur de l'agence d'investissement de Bahreïn (Economic Development Board) en France, M. Kamel Benloukil, pour présenter l'économie, l'Ambassadeur a tenu à montrer une photo de son arrière-grand-père, vendant des perles au grand bijoutier Cartier, en 1912, un clin d'œil aux relations d'amitiés anciennes entre la France et le Bahreïn.

Un acteur de premier plan : l'EDB

Prenant la parole, le Directeur de l'EDB pour la France a commencé par présenter les fondamentaux de l'économie bahreïnie avant de dresser un panorama des opportunités d'investissements dans le pays. Ouvrant le premier point de son intervention, il a souligné que le secteur du pétrole et du gaz ne rentre désormais plus qu'à hauteur de près 15 % dans le PIB (2023), alors qu'il représentait plus de 85 % en 2003.

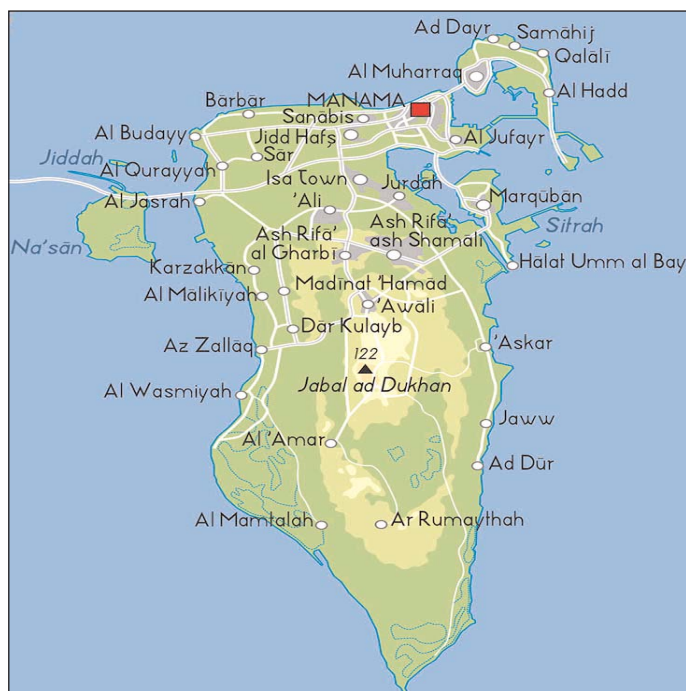
Il a indiqué que le PIB nominal du pays s'élève à 46 milliards dollars et a cité la contribution de chaque secteur dans sa formation : hébergement et restauration (1,6 %), santé humaine (3,2 %), activités commerciales (3,3 %), information et communication (3,8 %), immobilier (4 %), commerce de gros et commerce (4 %), construction (6,6 %), industrie manufacturière (14,9 %), pétrole et gaz (15,9 %), services financiers (16,7 %). Il a indiqué que la croissance du PIB bahreïni entre 2003 et 2023 évoluait autour de 7 %, alors qu'elle évoluait durant cette période autour de 5 % dans le monde. Quant au stock

d'IDE dans son pays, M. Benloukil a annoncé qu'il était à 93 % du PIB, à comparer avec les 27,5 % dans les pays du CCG et les 46,9 % dans le monde.

Abordant le deuxième point, à savoir « pourquoi investir à Bahreïn », M. Benloukil a mis en avant les avantages que le pays propose notamment 0 % d'impôt sur les sociétés, 100 % de propriété étrangère dans la plupart des secteurs, l'accès à une main d'œuvre locale qualifiée, et le soutien gouvernemental pour améliorer les compétences des talents locaux. Et enfin le pays lui-même, classé comme meilleure destination pour les expatriés, et porte d'entrée, grâce aux différents accords qu'il a conclus, pour des marchés de centaines de millions de consommateurs et leur potentiel estimé à 2.000 milliards de dollars.

Abordant la suite de son intervention, le Directeur de l'EDB a cité les secteurs offrant des opportunités d'investissement aux acteurs économiques français.

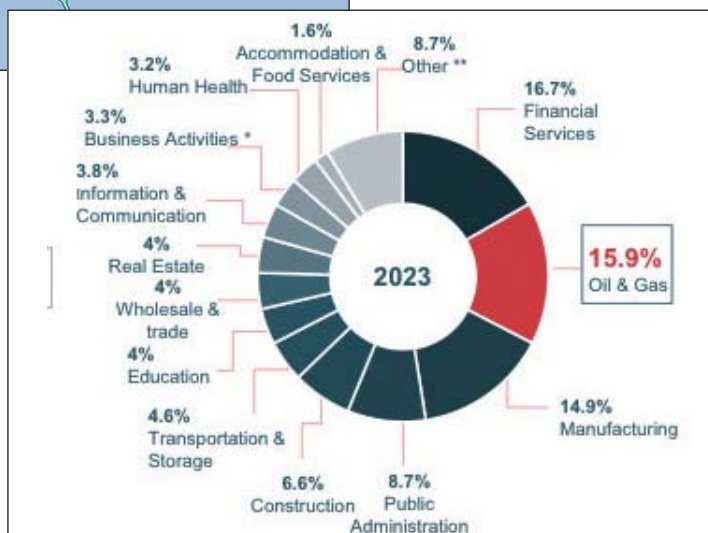
Dans le secteur financier, il a cité la FinTech, l'assurance et la banque privée. Dans le secteur manufacturier, il a cité l'aluminium en aval, les biens de consommation courants, les produits pharmaceutiques et les produits chimiques spécialisés. Dans le secteur de la logistique, il a mis en avant la logistique du fret aérien et la logistique tierce partie. Enfin dans le secteur du tourisme, il a souligné le développement de complexes touristiques, les



divertissements et les loisirs, enfin la vente au détail des produits phares.

Clôturant cette rencontre, le Président de la CCFA a remercié ses invités, et rappelé les dates du 5ème Sommet économique France-Pays arabes, nouvelle occasion de présenter les perspectives économiques de ces pays.

Les présentations power-point utilisées et l'intervention de SE Monsieur l'Ambassadeur d'Oman sont disponibles sur le site web de la CCFA



Cinquième Sommet économique France - Pays Arabes

sous le haut patronage du Président de la République,
Monsieur Emmanuel Macron.

Le 12 décembre 2024, Hôtel des Arts et Métiers, Paris.

Tables rondes géographiques et grande plénière.

Inscriptions à travers le site internet de la CCFA.

Union des Chambres Arabes : la Tunisie prend les commandes sous la présidence de Samir Majoul

Le Président de l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (Utica), Monsieur Samir Majoul, industriel dans l'agroalimentaire, a pris, le 29 septembre 2024, la présidence de l'Union des Chambres Arabes, lors de la 135ème session du Conseil de l'Union, tenue à Doha (Qatar).

Monsieur Majoul a ainsi succédé au Président de la Chambre de commerce et de l'industrie du Bahreïn, Sameer Abdulla Nass.

À cette occasion, le président de l'Organisation patronale a passé en revue la mission de l'Utica, son rôle dans le renforcement du secteur privé et son soutien à l'économie nationale tunisienne. Il a souligné que l'expertise de l'organisation sera mise à la disposition de l'Union des Chambres Arabes.



Le Président de la CCFA, M. Vincent Reina, a adressé au nom de la Chambre, et en son nom, ses félicitations et ses meilleurs voeux de succès à M. Majoul.

Monsieur Majoul sera bien entendu présent et interviendra lors du Cinquième Sommet économique France-Pays arabes organisé le 12 décembre par la CCFA, l'Union des Chambres Arabes et la CPME avec l'appui de CCI France, de Business France et de Medef international.

L'industrie du tourisme dans le Golfe : expansion et opportunités pour la France

Pour diversifier leurs économies et réduire leur dépendance aux hydrocarbures, les pays du Golfe ont adopté des stratégies de développement qui placent l'industrie du tourisme, aussi, au cœur de leurs actions. Au cours des prochaines années, cette industrie devrait connaître une croissance significative et sa contribution au PIB devrait passer de 130 milliards de dollars en 2023 à plus de 340 milliards de dollars d'ici à 2030. Dans cette perspective, les pays de la région investissent dans les infrastructures aéroportuaires, soutiennent le développement de leurs compagnies aériennes, modernisent et augmentent la capacité d'accueil de leurs résidences hôtelières, projettent une stratégie de liaison point à point à travers le développement d'un réseau de rail régional, planifient la mise en place d'un système de visas touristique unifié pour les pays membres du CGG et mettent en valeur les potentiels de leurs richesses naturelles et culturelles. Cette stratégie devrait faire passer le nombre des touristes dans la région à 130 millions de visiteurs d'ici la fin de la décennie.

Malgré les tensions politiques dans la région,

l'industrie du tourisme dans les pays du Golfe ne faiblit pas. Elle améliore même ses performances. Aux Émirats arabes unis, la participation de ce secteur au PIB était de 11,7 % en 2023 avec 59,89 milliards de dollars de dépenses. En Arabie saoudite, elle contribuait à hauteur de 4,4 % au PIB et employait directement 925.000 personnes. Au Qatar, elle a atteint de nouveaux sommets, contribuant à hauteur de 11,3 % au PIB avec 90,8 milliards de QAR. Au Sultanat d'Oman, l'année 2023 a été marquée par une augmentation significative du nombre des touristes



avec 4 millions de visiteurs, soit une hausse de 182 % par rapport à 2022. Enfin au Bahreïn, le pays attire près de 10 fois sa population résidente chaque année et l'industrie du tourisme a contribué à hauteur de 4,4 % du PIB en 2023 avec 68 milliards de dollars.

Les pays de la région ne comptent pas s'arrêter à ces performances. Ils mettent en place une stratégie visant à attirer près de 130 millions de visiteurs en 2030.

Cette stratégie s'appuie sur plusieurs piliers. **Premier pilier :** l'investissement dans les infrastructures aéroportuaires. En effet, bien que les pays de la région disposent de plateformes aéroportuaires parmi les plus modernes au monde, l'augmentation continue du trafic les pousse à investir davantage pour améliorer leur capacité d'accueil. En 2023, 39,8 millions de touristes ont été attirés dans la région soit une augmentation de 136,6 % par rapport à 2021. Les Émirats arabes unis espèrent doubler le nombre de ses visiteurs pour atteindre 40 millions d'ici 2031, l'Arabie saoudite vise 75 millions de touristes internationaux en 2030, alors que le Qatar entend en tripler le nombre à 6 millions d'ici 2030 et qu'Oman vise 11 millions de touristes d'ici 2040. Pour accueillir tout ce monde, il faudra des plateformes modernes et des terminaux équipés des technologies les plus sophistiquées. Force est d'admettre que les investissements sont à la hauteur des ambitions affichées.

Deuxième pilier : développer le rail. Avoir un système ferroviaire reliant les principales villes dans la région changerait la donne, selon le Directeur général de l'Autorité saoudienne du tourisme. Évoqué pour la première fois en 2008, le projet « Gulf Railway » prévoit de connecter Bahreïn, le Koweït, Oman, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Qatar par le rail. Oublié un temps, le projet a été ressuscité en décembre 2021 lors de la 42e édition du sommet du CCG. Il prévoit la construction d'un peu plus de 2 000 kilomètres de chemin de fer pour environ 200 milliards de dollars.



Investir dans les capacités d'accueil des résidences hôtelières est aussi un axe majeur de cette stratégie. Certes, les pays du CCG disposent d'infrastructures de voyage et de tourisme sophistiquées et qualifiées, mais l'afflux des touristes nécessite d'augmenter cette capacité d'accueil. Aujourd'hui, le nombre total d'hôtels dans la région est estimé à 10.650 (2023) soit une progression de 1,2 % par rapport à 2016. Sur ce total, les Émirats arabes unis comptent 1.114 hôtels, se classant au deuxième rang de la région après l'Arabie saoudite qui en possède près de 5.000 (2022). Oman en compte 437 et Bahreïn 744, alors que le Qatar dispose de près de 32.000 chambres et appartements d'accueil. Dans cette dynamique qui annonce l'afflux des touristes, les grands noms des chaînes hôtelières cherchent à consolider leur place et à augmenter leur part du gâteau, annonçant des investissements dans la construction de nouveaux établissements. Fairmont, Edition, Marriott, Atlantis, Jumeirah, marques connues dans l'hôtellerie de luxe, et d'autres telles que Mama Shelter ou le groupe Accor prévoient également d'enrichir leur offre sur ce marché très prometteur.

L'arrivée d'un visa touristique unifié sera sans doute appréciée par tous les acteurs de l'industrie du tourisme dans la région, ainsi que par les touristes eux-mêmes, puisqu'il permettra aux visiteurs de découvrir plus facilement les six pays du CCG. Prévu pour être mis en place d'ici la fin de cette année ou au début de 2025, il sera sans doute un pilier majeur de la stratégie de développement de l'industrie touristique dans la région.

Enfin, le point d'orgue de cette stratégie réside dans **la mise en valeur de la richesse culturelle** de ces pays avec notamment la restauration de certains sites historiques comme le site d'Al-Ula en Arabie saoudite, ou encore les recherches archéologiques menées pour déterrer les trésors de l'époque néolithique au sultanat d'Oman, et ceux de la période de l'âge de bronze et de l'âge de fer dans la région d'Al Ain aux Émirats arabes unis. A cette richesse culturelle ancienne

s'ajoute celle voulue et créée pour épouser les temps modernes, tels les musées du Louvre et Guggenheim à Abou Dhabi, les 11 musées au Qatar dont les plus emblématiques sont le Musée national du Qatar, le Musée d'art islamique ou le Musée arabe d'art moderne Mathaf. Par ailleurs, tous les pays de la région investissent dans l'événementiel et s'ouvrent au monde du septième art et de la musique, de même qu'ils accueillent des compétitions internationales, tels le Grand Prix de

Bahreïn ou le Paris Dakar en Arabie saoudite. Ils investissent dès lors dans la diplomatie sportive. Ainsi, à la suite du Qatar qui a organisé la Coupe du monde de football en 2022, l'Arabie saoudite accueillera les phases finales en 2025 et 2026 de la Coupe asiatique, serait favorite pour accueillir le Mondial en 2034, et investit dans le tennis ou les e-sports.

Enfin, il ne faut pas oublier les divers circuits proposant des excursions, des nuits sous les étoiles dans le désert, et des escapades maritimes qui attirent de plus en plus de touristes à la recherche de l'authentique et avides de contact avec la nature.

L'industrie du tourisme dans les pays de la zone est très prometteuse et l'expertise française dans ce domaine, sans hésitation, est hautement appréciée et très demandée. Il faut avoir la volonté de proposer des solutions, des offres et de s'investir.

La Jordanie est un musée à ciel ouvert

Rencontre avec le Dr. Abdel Al-Razzaq Arabiyat,
Directeur de l'Office de Tourisme de Jordanie

L'IFTM 2024, le Salon du tourisme, du voyage et des loisirs, a ouvert ses portes cette année du 17 au 19 septembre dans le parc des expositions à la porte de Versailles à Paris. Sur les 33.000 m2 réservés à cette rencontre internationale multi-cibles, 1.700 marques et 34.000 professionnels du tourisme se sont donné rendez-vous pour présenter leurs offres et susciter l'envie de voyager pour découvrir des sites paradisiaques et vivre des moments inoubliables. Plusieurs pays arabes y étaient présents notamment le Maroc, l'Égypte, la Tunisie et la Jordanie, avec des stands impressionnants, hauts en couleurs, et des décors qui rappellent la richesse de leurs patrimoines millénaires.

A cette occasion nous avons rendez-vous avec le Dr. Abdel Al-Razzaq Arabiyat, Directeur de l'Office de tourisme jordanien et membre du bureau de l'OMT, pour nous présenter le secteur du tourisme dans son pays et ses perspectives de développement.

Les tensions politiques dans la région n'ont affecté que modérément la fréquentation touristique dans le royaume Hachémite, nous dit d'emblée le Dr. Abdel Al-Razzaq Arabiyat, qui précise que sur les 5,3 millions de visiteurs à destination de la Jordanie, 80 %

sont des ressortissants des pays du Golfe, et les 20 % restants viennent de différents pays à travers le monde notamment d'Europe et des États-Unis. Les tensions ont certes fait baisser le nombre des touristes en provenance des pays en dehors de la région du Golfe et cette baisse a impacté les sites touristiques majeurs tels que Pétra, Um-Al Jimal, Jerash et les autres sites qui attirent essentiellement les

touristes occidentaux. Toutefois, le Dr. Abdel Al-Razzaq Arabiyat a souligné que l'activité touristique dans la capitale Amman et la région du Nord, a enregistré une bonne saison et les hôtels et restaurants ont affiché une bonne dynamique. Il a rappelé que le secteur du tourisme contribue à hauteur de 14,6 % dans la formation du PIB jordanien, avec à la clé près de 65.000 emplois directs et plus de 100.000 emplois indirects.

Rappelant les différents sites touristiques de son pays, le Dr. Abdel Al-Razzaq Arabiyat a indiqué que la « Jordanie est un musée à ciel ouvert » avec plus de quinze mille sites touristiques inscrits sur les registres de la Direction générale du tourisme, dont les plus connus mondialement sont notamment Pétra, Beidha, Béthanie, Umm Keis et Umm al-Jimal. La Jordanie a été un carrefour des civilisations à travers l'histoire, a-t-il dit, pour des civilisations aussi lointaines



Dr. Abdel Al-Razzaq Arabiyat



que celles des Akkadiens, Assyriens, Babyloniens, Perses et Égyptiens, ou encore celles relativement plus récentes des Romains, des Byzantins et des Ottomans. Les vestiges de ces civilisations constituent aujourd'hui en grande partie le riche patrimoine culturel et touristique du Royaume Hachémite.

Abordant le développement de ce secteur, le Dr. Abdel Al-Razzaq Arabiyat a indiqué que les autorités prêtent au tourisme une attention

particulière et encouragent toutes les initiatives. Par ailleurs, elles multiplient les investissements dans les infrastructures touristiques et aéroportuaires pour augmenter les capacités d'accueil. Il a affirmé que des mégas projets de plus de 5 milliards d'euros sont actuellement en chantier. Par ailleurs, il a souligné les efforts pour encourager les initiatives privées qui tendent à enrichir l'offre, telle que la création récemment d'un parcours à travers plus de 75 villages avec des offres de services d'accueils et d'hospitalités rehaussées par les traditions locales.

Enfin, le Dr. Abdel Al-Razzaq Arabiyat a rappelé que le tourisme religieux s'octroie une part importante du nombre total des visiteurs, avec près d'un million de touristes par an, soit près de 20 %, grâce notamment au 45 sites religieux chrétiens répertoriés dans le pays dont le plus célèbre reste le lieu de baptême du Christ sur la rive du Jourdain, ainsi que les différents lieux saints musulmans que les pèlerins de la Mecque intègrent dans leur parcours de la « Omra ».

Chine - ANMO : le défi à relever pour l'Europe et la France

A l'heure où les États-Unis tournent de plus en plus leurs regards vers l'Asie et où les dirigeants arabes cherchent à diversifier leurs alliances, la région ANMO, zone de croissance dynamique qui abrite les plus grandes réserves mondiales d'hydrocarbures et corridor important sur la Route de la Soie, revêt une importance vitale pour la Chine qui cherche à s'y imposer comme puissance économique et source d'une alternative diplomatique en opposition à l'ordre mondial établi depuis 1945.



Dans ses relations avec les pays de la région, Pékin poursuit deux objectifs : sécuriser son approvisionnement en gaz naturel et en pétrole et développer le corridor commercial qui relie la Chine à l'Afrique et à l'Europe, dans le but d'accroître ses parts de marché dans ces pays sur la Route de la Soie.

En termes d'énergie, aujourd'hui, près de la moitié des importations de pétrole de la Chine proviennent de cinq pays du Moyen-Orient : l'Arabie saoudite (16 %), l'Irak (11 %), Oman (7,3 %), les Émirats arabes unis (5,5 %) et le Koweït (5,1 %).

En termes d'échanges économiques, la Chine renforce ses liens avec les pays de la zone en multipliant les investissements dans les infrastructures, notamment dans les pays qu'elle considère comme étant des étapes stratégiques sur la Route de la Soie, et en y développant ses échanges commerciaux.

Cette stratégie a permis à la Chine de resserrer les liens économiques avec ses partenaires dans la région et de transformer une relation de dépendance en une relation d'interdépendance qui s'enrichit constamment en s'étendant à de multiples domaines, notamment l'énergie nucléaire, la technologie spatiale, les énergies renouvelables, l'éducation, la culture, et la santé.

Pour dynamiser ses accords de partenariats avec les pays de la zone, la Chine développe des accords de partenariat. Elle a ainsi signé un « partenariat stratégique » avec la Tunisie, le Maroc et Djibouti, un « partenariat stratégique global » avec l'Algérie et l'Arabie saoudite, et un « partenariat intégral » avec l'Égypte. Par ailleurs, elle est le seul partenaire stratégique d'Oman.

Cette politique a projeté la Chine au premier plan des partenaires commerciaux de ces pays. En 2023, la Chine était le deuxième partenaire commercial de l'Arabie saoudite (12 % des exportations et 13 % des importations) derrière les États-Unis (14 % des exportations et 12,6 % des importations). Elle était le troisième partenaire commercial d'Oman, le quatrième partenaire commercial de la Tunisie après l'Allemagne, l'Italie et la France. Par ailleurs l'Empire du milieu était le premier fournisseur de l'Algérie devant la France et l'Espagne, et le principal fournisseur de Djibouti (17,7 %), devant l'Inde (14,5 %).

En termes d'investissements, en 2023, Pékin était le premier investisseur étranger au Royaume saoudien pour les projets « greenfield », avec 16,8 milliards de dollars investis. Durant cette même année, en Égypte, l'autorité de la zone économique du Canal de Suez a annoncé des investissements chinois de 2,75 milliards, et l'Algérie a dévoilé des investissements de 2 milliards de dollars essentiellement dans le pétrole, les matériaux de construction et les industries légères. Au Maroc les investissements chinois dans l'industrie automobile s'élevaient à environ 9,5 milliards de dollars.

Dans le cadre de ces investissements, de nombreuses entreprises chinoises et des dizaines de milliers de travailleurs migrants chinois participent à la construction d'infrastructures importantes telles que le port géant d'El Hamdania en Algérie, le projet du « Nouveau Caire » et le métro de La Mecque en Arabie saoudite. Et des entreprises publiques telles que la China Ocean Shipping Corporation (COSCO) ont remporté des contrats d'exploitation de ports. Les grandes entreprises technologiques comme Huawei ont également fait des percées en fournissant des systèmes de communication et des technologies de cybersécurité à plusieurs

pays afin d'améliorer la connectivité numérique de la région, grâce à l'initiative de la Route de la Soie Numérique lancée en 2015.

Il est d'ailleurs important de souligner, au passage, que la technologie est un axe majeur de la diversification des échanges économiques initiée par Pékin avec ses partenaires moyen-orientaux. Dans cette optique, Pékin s'appuie sur ses géants technologiques comme BeiDou, Huawei ou encore Dahua qui tentent de s'imposer comme des acteurs de référence au Moyen-Orient notamment dans la 5G où ils sont déjà responsables du déploiement de cette technologie en Arabie saoudite, au Koweït, au Qatar, aux Emirats arabes unis ou encore à Oman. Et le groupe Alibaba devrait construire prochainement une « Ville technologique » pour 600 millions de dollars, près de Dubaï.

Le fait d'adhérer au projet chinois de Nouvelle Route de la Soie permet aux pays de la région ANMO de bénéficier de prêts accordés, pour leur très grande majorité, par la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB) et du Fonds de la Route de la soie (SRF) afin de financer des infrastructures qui serviront à l'établissement des nouvelles voies commerciales voulues par la Chine qui favoriseront, toujours selon Pékin, le développement économique des pays qui en bénéficieront. Au-delà de ces prêts, l'adhésion d'un pays à la Banque des règlements internationaux permet à ce dernier d'accroître le degré de sa coopération économique avec Pékin et d'en tirer de substantiels avantages en investissements.

Lors du dixième Sommet ministériel sur la coopération sino-arabe, tenu à la fin du mois de mai dernier avec la participation du roi de Bahreïn, et des Présidents égyptien, tunisien et émirati, le Président chinois a appelé à faire progresser l'esprit d'amitié sino-arabe pour accélérer la création d'un « futur partagé ».

Extrapolant quelque peu la citation de John Colley dans son livre « East Wind over Africa », on peut dire qu'un vent nouveau venu d'Orient souffle sur les pays ANMO, et la Chine qui s'y installe doucement, compte bien y rester.

Mais l'expansionnisme chinois dans cette région n'est pas sans susciter des inquiétudes, ou tout au moins, commence à faire émerger quelques interrogations tant au niveau de certains pays européens qu'au niveau de pays partenaires de la Chine dans la région. Pour les pays européens, et donc pour la France - la percée chinoise dans leur

zone d'influence historique, suscite de vives inquiétudes et la région ANMO apparaît désormais comme un véritable test pour démontrer leur capacité à prendre de front la concurrence chinoise et sauvegarder leurs intérêts, tout particulièrement dans des secteurs traditionnellement clés tels

que la défense, l'énergie nucléaire, les énergies renouvelables, ou les infrastructures. Quant aux pays partenaires, l'inquiétude grandit face au poids de leur endettement face à la Chine (Djibouti par exemple), du déséquilibre abyssal de leur balance commerciale (Tunisie), de l'utilisation de la main d'œuvre chinoise dans des pays où le chômage est un enjeu (Algérie). Par ailleurs, le non-respect par les entreprises chinoises opérant dans ces pays des standards internationaux sur le plan social et environnemental, le ciblage des secteurs en fonction des intérêts propres à la Chine, l'exploitation à outrance des matières premières, et l'évolution constante de la stratégie chinoise pour préserver ses

intérêts, suscitent un mécontentement grandissant.

Face à cette offensive chinoise qui aligne, à côté d'une volonté politique forte, une vision et des ressources, notamment humaines conséquentes, l'Europe et la France, n'ont d'autre choix que de relever le défi, en y mettant tous les moyens, à commencer par jeter un regard neuf pour rechercher une nouvelle forme de coopération d'égal à égal et gagnant-gagnant avec tous ces pays, notamment dans les domaines qui annoncent des transitions et des mutations dessinant des horizons nouveaux.



Quelques chiffres

Selon le FMI, le volume annuel total des échanges bilatéraux de biens de la Chine avec les pays de la région ANMO a atteint environ 368,4 milliards de dollars en 2022, contre 284,3 milliards de dollars en 2021 et 264,6 milliards de dollars en 2014. À titre de comparaison, les échanges commerciaux des États-Unis avec la région en 2022 ont été évalués à environ 144 milliards de dollars. Les exportations de la région vers la Chine se concentrent dans les secteurs de l'énergie, des minéraux et de la chimie. Les importations de la région en provenance de Chine comprennent l'électronique grand public, les machines de pointe, l'acier et les produits pharmaceutiques.



ARABIE SAOUDITE

L'Arabie saoudite devrait attirer 24 Md USD d'IDE en 2024, soit deux fois plus qu'en 2023. Selon un rapport de la banque Standard Chartered, la croissance économique de l'Arabie saoudite cette année sera notamment tirée par une hausse des IDE entrants. La banque estime que le flux d'IDE entrant en Arabie saoudite en 2024 s'élèvera à 24 Md USD. Selon la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (UNCTAD), le flux d'IDE entrant en Arabie saoudite en 2023 s'est élevé à 12,3 Md USD (-56 % par rapport à 2022), ce qui signifie qu'il retrouverait presque son niveau de 2022. Pour rappel, l'Arabie saoudite s'est fixée pour objectif d'attirer 100 Md USD d'IDE par an d'ici 2030.



EMIRATS ARABES UNIS

Enova, une coentreprise entre Majid Al Futtaim et Veolia, spécialisée dans les services intégrés de gestion de l'énergie, a annoncé le lancement de son Assistant Virtuel Enova basé sur l'Intelligence Artificielle (AIEVA). Développée avec Google Gemini, cette solution a pour objectif d'améliorer l'expérience client.

Sidem et sa société mère, Veolia, ont remporté le contrat (EPC) du projet d'usine d'eau indépendante (IWP) de Hamriyah, dans l'émirat de Sharjah pour un montant de 682M USD. La société saoudienne Acwa Power, est chargée du développement et de l'exploitation du projet qui aura une capacité d'environ 400 000 mètres cubes par jour.



KOWEÏT

L'agence Fitch maintient la notation AA- du Koweït, et l'assortit d'une perspective stable. Cette décision reflète la « robustesse » des bilans du Koweït malgré la persistance de « défis structurels ». Le Koweït est confronté à plusieurs défis : sa dépendance aux revenus pétroliers, un système de protection sociale extensif et un secteur public important. L'agence anticipe une baisse des revenus du Koweït et avertit qu'une période prolongée de prix du pétrole faibles conduirait à une détérioration des positions du pays et, partant, l'abaissement de sa note. A contrario, le Koweït pourrait voir sa note s'améliorer si le pays mettait en place un plan crédible et efficace de réduction du déficit, capable de résister à la baisse des prix des hydrocarbures.



QATAR

Les dépenses publiques du Qatar pourraient augmenter cette année selon Oxford Economics. Grâce à la hausse du prix du Brent à plus de 85 dollars le baril (alors que le scénario choisi pour le projet de budget 2024 par les autorités qatariennes était de 60 USD/baril) le Qatar devrait disposer d'un excédent budgétaire qui dépassera en moyenne 5,5 % du PIB en 2024-2026. Une éventuelle augmentation de la production de pétrole de la part du Qatar (non membre de l'OPEP+) bénéficiant de prix hauts, ne manquerait pas d'avoir un impact positif sur les finances publiques. Les projets de doublement des capacités de production de GNL en cours, permettront de pérenniser les excédents budgétaires de l'Émirat sur la période post-2026.



LIBYE

La production pétrolière dépasse désormais 1 M b/j. Dans un communiqué publié le 10 octobre 2024, la National Oil Corporation (NOC) a annoncé une production quotidienne de pétrole à 1,2 M de barils par jour (b/j), soit 58 000 barils de plus que la veille et 84 000 de plus que le 8 octobre. Ce niveau de production, le plus élevé depuis fin août (1,3 M b/j), intervient après la levée de l'état de force majeure le 3 octobre sur plusieurs champs et terminaux pétroliers du pays, notamment le champ de Sharara qui possède la plus importante capacité de production du pays (entre 300 000 et 350 000 b/j).

LÉGÈRE PROGRESSION DES IDE FRANÇAIS AU PROCHE-ORIENT EN 2023

D'après la Banque de France, les flux d'IDE vers les pays du Proche-Orient se sont élevés à +168 millions d'€ en 2023, après une année 2022 marquée par des désinvestissements (-452 millions d'€). Les IDE se sont principalement dirigés vers l'Égypte (+151 millions d'€), le Liban (+130 millions d'€) et dans une moindre mesure l'Irak (+41 millions d'€). En matière de stock d'IDE, le Proche-Orient est récipiendaire de 6,6 milliards de dollars.

RELEVER LES DÉFIS ÉCOLOGIQUES DANS LES PAYS ARABES : UNE TRANSITION IMPÉRATIVE

Les pays arabes font face à des défis environnementaux majeurs, amplifiés par le changement climatique. Une transformation écologique est essentielle pour **décarboner les économies, régénérer les ressources et dépolluer les environnements.**

Chez Veolia, nous apportons des solutions adaptées aux réalités locales, comme la réduction des émissions de CO₂ via les énergies renouvelables. À Oman, l'usine de dessalement de Sur est **autosuffisante grâce à 107 000 m² de panneaux solaires**, fournissant de l'eau potable à 600 000 habitants. À Tanger, au Maroc, l'usine Renault atteint **zéro émission carbone grâce à la biomasse**, économisant 100 000 tonnes de CO₂ par an.

En Jordanie, l'usine de SAMRA traite 364 800 m³ d'eaux usées par jour, **dont 100 % sont réutilisées pour l'irrigation**. L'usine est **autosuffisante à 90 % en énergie**. Au Maroc, Veolia soutient la réutilisation des eaux usées. À Rabat, **95 % des 800 ha d'espaces verts sont irrigués grâce à cette ressource.**

Nous déployons aussi des technologies de pointe pour dépolluer l'eau, l'air et les déchets. À Abou Dabi, un consortium mené par Veolia récupère de l'eau et du pétrole à partir de **70 000 tonnes de déchets dangereux**, tandis qu'à Sharjah, plus de **500 000 tonnes de déchets non recyclables sont converties en énergie**, générant 30 MWh par heure.

Un accompagnement personnalisé pour un avenir durable

Avec Green Up, nous collaborons avec les acteurs publics et privés pour développer des solutions locales adaptées aux défis énergétiques et environnementaux des pays arabes. Que ce soit dans les énergies renouvelables, la gestion de l'eau ou des déchets, nous intégrons des innovations qui restaurent les écosystèmes, protègent les ressources naturelles et favorisent la croissance verte. Ensemble, nous bâtissons un avenir plus résilient et durable.



SAMRA, Jordanie



Rabat, Maroc



Sharjah, Emirats Arabes Unis

Plus d'informations :
amo-communication@veolia.com
www.africa.veolia.com
www.near-middle-east.veolia.com

